

Chat

La France et sa politique étrangère

LEMONDE.FR | 29.06.06 | 16h50 • Mis à jour le 04.07.06 | 13h07

L'intégralité du débat avec Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères français, mardi 4 juillet, à 11 h 30.

Tilous : Pourquoi ce silence européen face à l'escalade en Palestine ?

Hubert Védrine : Parce que les Européens sont traditionnellement divisés sur cette question, en dehors des principes généraux (ils sont en théorie tous favorables à un Etat palestinien), qu'ils ont du mal à réagir à chaud, sauf pour dire des généralités, et qu'ils se disent que les Etats-Unis s'en occuperont. C'est regrettable, mais c'est comme ça.

Kiyomi : Concernant le conflit au Proche-Orient, peut-on dire, comme on l'entend souvent, que la France est pro-palestinienne ?

Hubert Védrine : C'est une accusation souvent utilisée par la droite israélienne (le Likoud). Begin avait d'ailleurs reproché à François Mitterrand son soutien à l'Etat palestinien après le fameux discours à la Knesset de mars 1982. Mais tous les Européens sont favorables à un Etat palestinien depuis 1999, et le président Bush lui-même depuis 2002 ! Cela ne veut pas dire qu'ils sont pro-palestiniens au sens d'anti-israéliens. Le Parti travailliste israélien et les mouvements comme La Paix maintenant n'ont jamais utilisé cette accusation contre la France, qui vise surtout à empêcher celle-ci de prendre des initiatives. De toute façon, l'important n'est pas d'être pro ou anti-israélien ou palestinien, mais de trouver un chemin vers la solution.

Omar : Comment interpréter le fait que la nationalité française du soldat israélien soit mise en avant par les médias (ou par la diplomatie française ou israélienne) ?

Hubert Védrine : Cela n'a rien d'étonnant. La même chose se produit à propos d'Ingrid Betancourt. Il me semble que c'est une réaction normale des médias pour que l'information soit complète. Je n'y vois pas d'arrière-pensée politique.

Guillaume : Ce silence européen (cette division) sur la question palestinienne n'est-il pas un aveu d'échec de la construction politique de l'UE ?

Hubert Védrine : Quand on a inscrit dans le traité de Maastricht le principe de la PESC (politique étrangère et de sécurité commune), on a eu tort de ne pas expliquer que ce serait un processus long et compliqué. Cela a créé des attentes utopiques. Or les Européens n'ont jamais eu les mêmes positions sur les problèmes internationaux. Ils se sont combattus, contredits, concurrencés, etc. L'idée de surmonter tout ça est excellente. Il n'y a pas à la regretter. Mais cela ne se fera que progressivement.

Les Européens sont évidemment d'accord pour la paix, la démocratie, le développement, etc., mais ce sont de louables intentions qui ne font pas une politique. Dès qu'on touche à des problèmes plus difficiles : quelle attitude avoir avec les Etats-Unis ? ou la Chine ? que faire d'utile au Proche-Orient ? l'Europe doit-elle devenir une vraie puissance ? sans parler de guerre comme la guerre en Irak, la complexité du processus d'une Europe politique apparaît dans toute sa réalité. Mais il ne faut pas se décourager. Ainsi, sur les Balkans, où tout le monde, il y a douze ans, était en désaccord avec tout le monde ; il y a une vraie unité de vue européenne maintenant.

Arnaud_Erasme : Un an après l'échec du traité européen et face à la stagnation de la politique d'intégration, comment faire pour relancer la construction européenne ?

Hubert Védrine : Premièrement, il est illusoire de penser que le traité constitutionnel puisse être adopté par les vingt-cinq Etats membres. Or l'unanimité est démocratiquement et juridiquement nécessaire pour adopter un traité. Je ne comprends pas pourquoi les gouvernements européens n'ont pas le courage de faire ce constat. Deuxièmement, il faudrait sans attendre charger une personnalité européenne d'une mission exploratoire pour voir s'il y a chez les Vingt-Cinq les bases d'un consensus pour un nouveau traité. Troisièmement, sans attendre, on devrait pouvoir lancer de nouveaux projets concrets et des politiques communes nouvelles concernant aussi bien les Vingt-Cinq que des petits groupes plus motivés. Cela contribuerait à créer un climat plus favorable pour l'adoption d'un éventuel nouveau traité.

Adina : Quelle est la position de la France vis-à-vis de l'intégration de nouveaux pays dans l'UE ? Quid de la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie et la Turquie ?

Hubert Védrine : Officiellement, la France a accepté l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie, et l'ouverture des négociations avec la Croatie et la Turquie. Des responsables français disent périodiquement que l'élargissement ne peut pas être sans fin, mais pour le moment cela n'a pas de suite concrète, d'autant que les Européens ne sont pas d'accord non plus sur ce sujet.

Enfin, le président Chirac a fait introduire dans la Constitution l'obligation d'un référendum pour tout nouvel élargissement (cela ne s'applique pas à la Roumanie et à la Bulgarie), et dans l'état actuel de l'opinion, la réponse serait très certainement "non" à tout nouvel élargissement. Cette question de l'élargissement est un des sujets sur lesquels les Européens devraient absolument se mettre d'accord si l'on veut combler le fossé entre les élites européistes et la grande opinion. Il serait normal que l'Union européenne ait des limites quelque part, faute de quoi le grand projet européen se dissoudra dans une sorte de sous-ONU.

Tottigoal : La communauté internationale, et surtout l'AIEA, ont-elles des preuves concrètes sur la volonté de l'Iran de posséder la bombe nucléaire ? Et pourquoi cette même communauté internationale n'a-t-elle pas réagi au programme nucléaire israélien ?

Hubert Védrine : Je ne sais pas trop bien ce que veut dire le terme de "communauté" internationale, dont on se sert constamment. C'est une jolie formule mais sans doute prématurée. Il y a différentes organisations composées d'Etats membres. Le nucléaire israélien s'est développé à une tout autre époque, secrètement, alors que l'Iran multiplie les déclarations provocatrices et alors que le TNP (traité de non-prolifération) n'existait pas encore. Or l'Iran a signé ce traité. Je crois de toute façon qu'il y a encore une vraie marge de négociation entre le Conseil de sécurité et/ou l'AIEA et l'Iran.

Olivier B : **Quelle politique mener pour faire contrepoids aux Etats-Unis ? Si nous ne faisons rien, risquons-nous d'assister à une dérive des Etats-Unis vers un régime "démocratique autoritaire" ? Faites-vous confiance aux contre-pouvoirs américains pour réaliser une autocritique de l'administration Bush, et surtout pour éviter par anticipation toute nouvelle "dérive guerrière" de type irakienne dans le futur ?**

Hubert Védrine : Les Etats-Unis ne souhaitent pas de contrepoids, évidemment. C'est pour ça qu'ils n'aiment pas la formule "*monde multipolaire*" dont la diplomatie française use et abuse. Les Européens, dans leur immense majorité, ne veulent pas entrer dans une logique de contrepoids. Ils pensent préférable d'avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis dans l'espoir de les influencer, même si cet espoir est illusoire. En tout cas, ils jugent stérile d'essayer de les contrecarrer. La preuve : la France n'a pas pu faire grand-chose de la popularité que lui avait valu sa position dans l'affaire irakienne.

Quant aux Etats-Unis eux-mêmes, ils resteront, comme toute puissance dominante, unilatéralistes et souverainistes. Les Européens ont du mal à le comprendre, mais il est vrai qu'ils sont devenus tellement ingénus, ils croient tellement que ce sont leurs croyances actuelles qui sont normales, alors qu'ils ne sont que 500 millions sur 6,5 milliards d'habitants, qu'ils ne comprennent pas grand-chose à ce qui se passe en Russie, en Chine, dans le monde arabe ou africain, en Israël, ou même aux Etats-Unis.

Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis referont n'importe quelle guerre, ils sont quand même échaudés par l'Irak, mais ils ont bien l'intention de rester la puissance dominante. A cet égard, seule la Chine les inquiète à terme.

Abdoulaye : **Pouvez-vous, s'il vous plaît, nous apporter un éclairage objectif sur la réalité des relations franco-américaines, trois ans après l'opposition farouche de la France à l'invasion des forces de la coalition en Irak ?**

Hubert Védrine : La France s'est opposée de façon spectaculaire à la guerre en Irak, mais n'a pas pu l'empêcher. Cela a eu finalement, aux yeux des dirigeants français actuels, tellement d'inconvénients dans nos relations avec les Américains, même anti-Bush, et avec la majorité de nos partenaires européens, sans pourtant nous aider auprès des gouvernements arabes modérés qui ne peuvent pas se permettre d'avoir de mauvaises relations avec Washington, que la France recherche systématiquement maintenant, me semble-t-il, des terrains d'accord et de coopération avec les Etats-Unis. On en a peut-être fait trop avant ou trop maintenant.

Jérôme : **La France semble perdre pied dans ce qui était autrefois son domaine réservé, l'Afrique francophone, au profit des Etats-Unis et de la Chine. Il y a aujourd'hui un ressentiment fort largement répandu dans la jeunesse africaine à l'égard de la France. Comment l'expliquez-vous et que faire ?**

Hubert Védrine : Ce sont deux phénomènes différents. D'abord, il n'y a plus de domaine réservé, pour personne, où que ce soit. L'Afrique s'ouvre à la mondialisation comme les autres continents. La Chine ou les Etats-Unis s'intéressent à son pétrole ou à ses matières premières. Elle ne voit pas de raison de ne pas en profiter. Mais cela ne veut pas dire que la Chine ou les Etats-Unis s'intéressent à l'Afrique en tant que telle. Je crois que les Africains en sont conscients. Cela n'empêche absolument pas la France, ou l'Europe si elle le voulait, de maintenir un lien étroit, un partenariat – pour employer un terme trop utilisé – avec l'Afrique.

Le ressentiment est d'une autre nature. C'est, d'une part, une transposition du mécontentement de la jeunesse africaine contre les régimes qui gouvernent en Afrique, beaucoup de gens continuant à croire que ces régimes sont télécommandés depuis Paris, ce qui n'est plus vrai. Et c'est le regret de voir que la France ne donne pas plus de visas et n'ouvre pas plus ses frontières, pas plus d'ailleurs que les autres Européens (ainsi l'Espagne). En matière de mouvements de population, il est impossible et impensable d'être complètement fermé ou complètement ouvert. Donc on sera toujours dans la gestion des flux.

Pommedepin : **Cela fait maintenant plus de trente ans que l'on utilise le terme de "néocolonialisme" pour fustiger l'action française dans le monde et, en particulier, dans ses anciennes colonies. Pour ma part, ayant longtemps vécu à l'étranger, je sais pertinemment que le "mal-développement" a pour origine principale soit la corruption, soit le manque d'expérience des gouvernements des pays en question. Quand arrêterons-nous de parler de "néocolonialisme" et quand sera-t-il mis fin à l'évocation perpétuelle et vaine de l'époque coloniale, qui fait désormais entièrement partie du passé ?**

Hubert Védrine : Il faut distinguer. Connaître, enseigner et transmettre notre propre histoire, y compris l'histoire coloniale, mais aussi l'histoire coloniale de tous les autres pays européens, sans tomber pour autant dans la grotesque manie moderne de la repentance, me paraît très important. D'autant que cette histoire coloniale n'est en fait pas très bien connue. Si on la connaissait mieux, on verrait que cela ressemble beaucoup aux arguments modernes en faveur de l'ingérence (devoir de colonisation).

Mais je suis d'accord, le terme "néocolonial" ne veut plus rien dire, il est employé à tort et à travers. Et ce que craignent le plus les responsables africains, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, c'est l'indifférence de l'Europe.

Il est évident qu'il faut chercher dans chaque pays les raisons de l'absence de développement, sans se focaliser sur la seule corruption. Ma remarque peut choquer, mais en réalité le pire, ce n'est pas la corruption, mais le fait que beaucoup de capitaux quittent ces pays. Exemple : la fortune de Mobutu placée à l'extérieur. Les pays européens et les Etats-Unis se sont développés dans ce qui apparaîtrait, selon les critères contemporains, comme une grande corruption, mais tout cet argent était recyclé dans l'économie du pays. Alors que la grande lutte contre la corruption déclenchée par M. Wolfowitz risque de remettre la tête sous l'eau des pays les plus pauvres, par paralysie de projets d'aide qui pourraient donner lieu à de la corruption. Il y a un équilibre à trouver.

Savage : **On voit que la France fait beaucoup pour signer le traité d'amitié avec l'Algérie. Quelle est l'importance de ce traité ? Doit-elle faire acte de repentance ?**

Hubert Védrine : Les conditions ne sont évidemment pas réunies pour signer sereinement un tel traité. Il serait plus sage d'abandonner cette idée, en tout cas pour le moment, et de se concentrer sur des coopérations concrètes. Par ailleurs, pas plus dans ce cas qu'ailleurs je ne suis favorable à la "repentance" des peuples par rapport au drame historique, mais je suis très favorable à un enseignement vrai et exhaustif de l'histoire.

UEJF Nanterre : **Il y a peu, l'ambassadeur de la France au Rwanda disait à Kigali à ses concitoyens français membres de l'UEJF : "Il n'est plus possible de parler de double génocide, il n'y a qu'un seul génocide, celui des Tutsis." La politique étrangère de la France est-elle en accord avec de tels propos prononcés par un ambassadeur de la politique étrangère française au Rwanda aujourd'hui ?**

Hubert Védrine : Je ne connais pas les propos de cet ambassadeur. Je sais que l'opinion mondiale considère comme un génocide celui qui a eu lieu en 1994, essentiellement contre les Tutsis. Et que des ONG respectées comme l'International Crisis Group de Bruxelles évaluent par ailleurs à 2 à 3 millions le nombre des victimes après le génocide de 1994, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo, à la suite des opérations des armées rwandaise (du gouvernement Kagamé) et ougandaise.

D'une façon générale, les critiques qui ont été faites contre la politique française sont à mes yeux fausses et profondément injustes. A partir de 1990, la France a essayé d'empêcher la reprise des affrontements entre Hutus et Tutsis et a également essayé d'obliger les Hutus à partager le pouvoir avec les Tutsis de l'intérieur. Malheureusement, elle a échoué, mais ce qu'elle a tenté de faire était honorable.

Dmx : La guerre contre le terrorisme apparaît de plus en plus comme une guerre pour l'énergie... Ne l'est-elle pas depuis le départ ? Est-elle justifiée et doit-on l'accepter sans broncher ?

Hubert Védrine : L'expression "contre le terrorisme" est une expression simpliste et déjà début 2002, alors que j'étais encore ministre, j'avais dit qu'on ne pouvait pas ramener tous les problèmes du monde au seul terrorisme, ni éradiquer le terrorisme par des moyens uniquement militaires. Mais ce serait une erreur de ramener cet affrontement entre quelques milliers de terroristes et, d'autre part, le monde occidental et la plupart des régimes arabo-musulmans modérés, à une affaire d'énergie. C'est évidemment secondaire dans la démarche d'Al-Qaïda, et je ne crois pas que cela ait joué un rôle essentiel dans la guerre en Irak. Si les Etats-Unis avaient été préoccupés par cette seule question, ils auraient fait modifier le régime des sanctions de l'ONU contre Saddam Hussein, et ils auraient facilement obtenu de ce dernier un quasi-monopole de l'accès au pétrole irakien.

Socialiste_37 : Que pensez-vous de la position française à l'égard de la politique étrangère de Vladimir Poutine en Tchétchénie ?

Hubert Védrine : En ce qui me concerne, j'avais dit à l'Assemblée nationale, je crois en 1999, que cette guerre était de nature coloniale et que les Russes ne s'en sortiraient pas uniquement par des moyens militaires mais devraient aussi rechercher une solution politique. Aujourd'hui, certains Européens, comme M^{me} Merkel, continuent à mentionner la nécessité d'une solution politique, mais les Européens en général ne se font pas d'illusions sur les moyens de pression dont ils disposent sur la Russie.

Ricardo R. : Quelle est la position actuelle de la France vis-à-vis de la Chine, notamment dans le dossier du respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression ? A une année des JO de Beijing, quelle devrait être, selon vous, la position française ou européenne ferme à tenir ?

Hubert Védrine : Pour les Européens (dont la France) comme pour les Etats-Unis, la Chine est à la fois un marché irremplaçable, un fabricant également irremplaçable, un pôle majeur du monde de demain, un partenaire monétaire obligé (pour les Etats-Unis), un concurrent commercial de plus en plus redoutable, peut-être une menace militaire à terme, et également une terre de mission pour la démocratie et les droits de l'homme. Toute politique étrangère envers la Chine doit combiner ces éléments, mais ils peuvent l'être dans des proportions variables...

Gaëlle : Souhaiteriez-vous revenir aux commandes de la politique étrangère française si les socialistes sont victorieux à la prochaine présidentielle ?

Hubert Védrine : Pourquoi pas ? On verra bien...

Gaëlle : Ne pensez-vous pas que la mission du ministère des affaires étrangères a considérablement évolué au cours des dernières années, avec l'apparition de nouveaux acteurs des relations internationales (multinationales, ONG, collectifs altermondialistes, etc.) ? Sur quoi devrait se recentrer sa mission ?

Hubert Védrine : La mission de base n'a pas changé : défendre les intérêts fondamentaux du pays, sa sécurité, la plus grande autonomie de décision possible dans un monde interdépendant, mais aussi ses valeurs, ses convictions. Tout cela dans une intégration accrue de la dimension nationale dans la dimension européenne.

Par contre, le contexte a changé : les gouvernements restent essentiels mais n'ont plus le monopole des relations internationales. Dans les systèmes d'opinion, qui se méfient de la démocratie représentative, la pression des médias, des sondages, etc., est presque quotidienne.

La dimension multilatérale s'est renforcée, et il faut donc négocier en permanence dans des dizaines d'institutions multilatérales avec des dizaines (jusqu'à 192 aux Nations unies) d'interlocuteurs, sur des dizaines de sujets différents. Cela nécessite plus que jamais d'avoir des objectifs clairs, de les hiérarchiser et de les expliquer. La première clarification nécessaire étant de préciser de façon stable et durable ce qui continuera à relever des Etats-nations dans la "*fédération d'Etats-nations*" qu'est l'Europe, pour reprendre la formule de Jacques Delors, et ce qui relèvera de l'Union.

Nif : M. Védrine, je sais que c'est hors sujet, mais quel candidat socialiste soutenez-vous pour la présidentielle ?

Hubert Védrine : Je me déterminerai le moment venu.

Zakling94_1 : Pensez-vous qu'il y ait une approche de la politique étrangère française différente suivant qu'on est de droite ou de gauche ?

Hubert Védrine : Cela a été le cas à une époque, mais aujourd'hui, tout le langage de la politique étrangère a repris les formules qui étaient celles de la gauche naguère : paix, communauté internationale, coopération, multilatéralisme, prévention des conflits, etc. Si l'on prend les grands problèmes du moment (Europe, Etats-Unis, Proche-Orient, etc.), on voit que la droite comme la gauche sont divisées en leur sein.

Et nous, Français, collectivement, nous avons à nous méfier de notre tendance au chimérisme (il y a une version de gauche et une version de droite de ce chimérisme), de même que les Européens devraient sortir de leur ingénuité et les Américains mieux contrôler leur instinct de puissance, si nous voulons agir utilement dans le monde tel qu'il change sous nos yeux : nouvelles puissances émergentes, monde multipolaire qui pourrait s'imposer sans l'Europe, montée de la Chine et tout ce que cela entraîne, etc. La vision des années 1990 (communauté internationale, grands sommets de l'ONU, etc.) était une illusion d'optique. Il nous faut une politique plus réaliste et plus active.

Chat modéré par Constance Baudry

Chat modéré par

Le Monde.fr

- » A la une
- » Le Desk
- » Opinions
- » Archives
- » Forums
- » Blogs
- » Examens
- » Culture
- » Economie

- » Météo
- » Carnet
- » Immobilier

- » Emploi
- » Shopping
- » Nautisme

- » Voyages
- » Newsletters
- » RSS

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -50%
- » Déjà abonné au journal
- » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal | Qui sommes-nous ? | Index | Aide